

maintien de l'immigration. Si l'on considère toutefois les énormes avantages du Canada: nous sommes effectivement le deuxième plus vaste pays au monde, nous possédons des gisements de charbon dans toutes les provinces depuis la Colombie-Britannique jusqu'au Cap-Breton en Nouvelle-Écosse; nous disposons de richesses minérales non exploitées et il ne se passe pas de jour que nous ne découvriions de nouveaux gisements d'uranium sans parler de nos ressources en pétrole et en gaz—en fait nous détenons davantage de ressources naturelles que toute autre démocratie industrialisée—et cela avec une population peu élevée, il est donc surprenant que nous connaissions nos difficultés actuelles. Nous possédons une capacité de production très substantielle et nous ne devrions pas connaître en fait de problèmes économiques déroutants et nous n'en aurions d'ailleurs aucun si ce n'était la crise de direction dont souffre aujourd'hui notre pays. Nous nous trouvons comme dans un bateau qui aurait perdu son gouvernail et qui ne ferait que tourner en rond; un navire dont le capitaine aurait perdu son sextant, ses cartes et sa boussole et qui ne saurait où mettre le cap.

Puisque nous sombrons actuellement dans un chaos sans cesse plus grave en dépit des avantages sans égal dont jouit le Canada, la cause du problème réside de toute évidence dans la gabegie dont est affligé notre pays quoi qu'en dise le premier ministre pour déformer la réalité et semer la confusion dans les esprits. Je vous le demande monsieur, quelles autres explications peut donc nous donner ce gouvernement qui a pris le pouvoir en 1968 alors que nous étions un pays de 20 millions d'habitants?

J'ai sous la main une brochure intitulée *Où va l'argent de vos impôts* publiée par C. M. Drury, président du Conseil du Trésor en février 1974. Elle contient bien des chiffres mais je n'en citerai qu'un seul qui démontre très clairement qu'en 1968 lorsque l'actuel gouvernement libéral dirigé par M. Trudeau a été élu, notre pays comptait 20 millions d'habitants et le coût de l'administration du Canada à cette époque s'établissait à 9,872 millions de dollars. C'était en 1968. Nous connaissons aujourd'hui les propositions portant sur l'exercice 1978-1979 où l'on nous précise où va l'argent de nos impôts, telles que les a présentées Robert Andras, président du Conseil du Trésor. Elles contiennent des chiffres fort intéressants.

D'après ces chiffres, les dépenses pour 1973-1974 s'élevaient à 24,532 millions de dollars, ce qui représente une augmentation de 22.7 p. 100 en un an. Cela s'est produit l'année où M. Turner était ministre des Finances. Toujours d'après les mêmes chiffres, en 1974-1975, nos dépenses s'élevaient à 31,483 millions de dollars. M. Turner a donc fait encore mieux. Il a réussi à augmenter les dépenses de 28.3 p. 100 cette année-là. En 1975-1976, les dépenses sont passées à 37,278 millions de dollars, ce qui fait une augmentation de 18.4 p. 100. En 1977-1978, les dépenses étaient de 44,450 millions de dollars, soit une augmentation de 8.2 p. 100, et pour l'année en cours, c'est-à-dire 1978-1979, nos dépenses totales s'élèvent à 48,800 millions de dollars, ce qui fait une augmentation de 9.8 p. 100. Ces chiffres sont maintenant passés à une cinquantaine de milliards de dollars.

Cela indique clairement l'hypocrisie des orateurs libéraux quand ils essaient de faire croire aux Canadiens qu'ils ont fait preuve de modération depuis leur arrivée au pouvoir. Pour se rendre compte de l'étendue de leur hypocrisie, il suffit de

L'Adresse—M. Crouse

songer à la baisse du dollar, à la spirale inflationniste et aux manchettes qui affirment que de plus en plus de petites entreprises font faillite au Canada.

J'aimerais que le ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Horner) soit à la Chambre. Je ne dirai pas qu'il a intentionnellement trompé la Chambre parce que ce serait injuste. Je dirai plutôt qu'à cause de son ignorance, il a induit aujourd'hui la Chambre en erreur en laissant entendre que tout allait bien dans le secteur des petites entreprises. L'année dernière, 4,131 compagnies canadiennes ont fait faillite. Par ailleurs, il n'y a eu que deux fois plus de faillites dans l'économie américaine, qui est pourtant dix fois plus développée que la nôtre. La situation a empiré au cours des quatre premiers mois de 1978 puisque 1,742 entreprises ont fait faillite au Canada et seulement 2,303 aux États-Unis.

Ces chiffres ne disent rien des espoirs perdus, des rêves déçus et de toutes les économies englouties des hommes et des femmes qui avaient travaillé pour lancer ces entreprises. Cela découle directement de la façon inepte dont l'administration libérale actuelle gère notre économie. Les petits hommes d'affaires n'ont pas les connaissances voulues pour faire face à la fluctuation de la monnaie et au taux du change étranger ou de leur répercussion éventuelle sur les prix. Malheureusement, les chiffres indiquent que la région de l'Atlantique est encore une fois durement touchée vu que le nombre de faillites dans cette région est passé de 114 en 1976 à 190 en 1977.

Les mesures de restriction annoncées récemment par le gouvernement ne redresseront bien sûr pas la situation. Dans l'ensemble, je conviens qu'il faudrait réduire les dépenses gouvernementales. Toutefois, je trouve déconcertant que l'on propose par exemple de fermer les laboratoires de recherches halieutiques de Vancouver et Halifax. Cela ne représenterait pour le gouvernement qu'une épargne de deux millions de dollars par an. C'est difficile à comprendre alors qu'on ne dit mot d'une éventuelle diminution des services de l'un de nos aéroports internationaux qui, depuis son ouverture en 1976 a accumulé un déficit de 115 millions de dollars, soit presque un million par semaine.

Les deux laboratoires en question servent l'industrie canadienne des pêches depuis 54 ans. Les hommes de science qui y travaillent à la recherche et au développement se sont attiré le respect non seulement des Canadiens mais aussi du monde entier. Cette proposition fait remettre en question toute la liste des dépenses prioritaires du gouvernement.

À l'occasion d'une allocution prononcée le 4 avril 1978 à London en Ontario, le ministre d'État chargé de la Science et de la Technologie (M. Buchanan) a affirmé que l'industrie canadienne n'était pas assez innovatrice pour concurrencer ses rivales sur les marchés tant nationaux qu'étrangers. Il a ajouté que la recherche et le développement étaient essentiels à l'avenir du Canada et que certains des problèmes nationaux actuels les plus urgents—stabilité économique, chômage et même unité nationale—étaient directement liés à nos investissements dans les domaines de la recherche et du développement.

Étant donné l'avis de l'honorable Judd Buchanan sur cette question, il est bien évident que le premier ministre ne l'a pas consulté avant d'annoncer les restrictions, surtout celles qui sont vitales pour les pêcheurs et ceux qui s'occupent de transformation dans les provinces atlantiques et en Colombie-Bri-